

l'Intérieur (M. Stewart) est venu nous dire que ce budget sonne le glas de la protection, tandis que l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Motherwell) nous a parlé de libre-échange. Comment espérer que l'on place des fonds dans des industries lorsqu'il règne un pareil état de choses? Il est certain qu'une attitude comme celle-là chasse le capital du Canada. Il est plusieurs autres sujets que j'eusse désiré traiter, mais comme l'heure est avancée je ne retiendrai pas davantage l'attention de la Chambre. Je me contenterai seulement d'ajouter que, d'après moi, ce budget va passer à l'histoire comme constituant la législation la plus inique qui fut jamais imposée à un corps électoral intelligent.

M. HOPKINS (Moose Jaw): Monsieur l'Orateur, je suis enchanté de ce débat, à cause des arguments qu'il a provoqués, mais surtout à cause de la franchise dont les orateurs ont fait preuve. Jamais on n'a parlé aussi franchement qu'on le fait aujourd'hui. Je vais essayer, à mon tour, de traiter clairement les questions qui intéressent le Canada, en commençant par celles qui concernent plus particulièrement l'Ouest, région encore nouvelle. A l'époque où l'honorable ministre des Finances (M. Fielding), maintenant absent à notre grand regret, prononçait son premier discours dans la Nouvelle-Ecosse, cette immense division de l'Ouest n'était encore qu'un pays de chasse pour les Indiens et de pâturage pour les buffles. Aucune partie de ce continent ne s'est développée aussi vite que l'ouest canadien et aucune autre partie ne se développera à l'avenir, parce que cette région-là est la dernière grande région de l'Ouest à développer. A l'origine les cultivateurs s'y rendaient pour résoudre la question de savoir si l'on pouvait produire du grain avec succès à l'ouest des Grands lacs. Après l'avoir résolue ils s'aperçurent qu'il s'agissait encore et surtout de savoir s'ils pourraient obtenir un prix rémunérateur pour ce produit. Quant à nous, nous savons tous aujourd'hui qu'il nous faut produire le grain, l'expédier à travers le continent, lui faire franchir ensuite une distance de 3,000 milles sur l'océan, le vendre et le livrer au cultivateur anglais à aussi bon marché qu'il pourrait le produire lui-même, et subir en outre la concurrence d'autres expéditeurs plus rapprochés du littoral de l'Atlantique. Voici un état de ce que nous avons produit en 1923 dans la Saskatchewan, une seulement des trois provinces des Prairies:

Blé de printemps..	252,622,000	boisseaux
Avoine..	218,075,000	"
Orge..	19,278,200	"
Seigle..	8,582,000	"
Pois..	55,000	"
Fèves..	22,000	"
Céréales..	944,000	"
Graine de lin..	5,494,800	"

Pommes de terre..	4,370,000	quintaux
Raves, betteraves fourragères, etc.,	585,000	"
Foin et trèfle..	425,100	tonnes
Luzeerne..	16,000	"
Maïs-fourrage..	304,800	"

Animaux—	1923	Valeur
Chevaux..	1,137,301	\$59,931,000
Vaches laitières..	403,813	15,645,000
Autres bestiaux..	1,131,274	24,133,000
Moutons..	137,240	874,000
Cochons..	679,867	6,893,000
Total..		\$107,476,000

Je donne les recettes:

Moissons..	\$248,778,000
Animaux de ferme..	11,912,000
Laine..	142,000
Produits laitiers..	19,036,000
Fruits et légumes..	2,461,000
Volaille et œufs..	8,670,000
Elevage des animaux à fourrure..	7,000
Graine de trèfle et d'herbes..	103,000

Recette totale de l'agriculture.. \$291,439,000

Ces données semblent indiquer qu'ils font un peu de culture variée. Je n'ai cité qu'un petit nombre de chiffres, mais voici le côté tragique de l'affaire: nous produisons ces denrées sans retirer aucun profit, et cette situation ne saurait durer. L'Ouest se demande aujourd'hui comment obtenir des prix avantageux pour ses produits. Que ferons-nous à ce sujet? Il n'y a que deux choses à faire: augmenter le prix des denrées et diminuer celui des choses qui servent à les produire. Au moyen des ventes coopératives, nous cherchons à relever le prix de vente de nos produits. Je suis bien aise de dire que la vente en commun du blé réussira vraisemblablement et qu'elle nous fait concevoir de grandes espérances. Les réductions de droits nous aideront dans une certaine mesure à diminuer le coût de la production; mais elles ne sont pas suffisantes. Ce qu'il faut aux cultivateurs, c'est d'obtenir un prix avantageux de ses produits. Il sera nécessaire de prendre des mesures à cette fin, sans quoi il lui faudra jeter le manche après la cognée.

On nous dit que quelques-uns des habitants de l'Ouest approuvent les lois favorisant certaines classes. Il n'en est rien. Je représente une circonscription du centre de la Saskatchewan, mi-rurale et mi-urbaine: vingt-cinq mille personnes habitent la ville de Moosejaw et vingt-cinq mille autres sont établies hors de ses confins. Lorsque je cherche à améliorer le sort des campagnes, je n'ai pas d'excuses à faire à mes amis des grandes villes, car ils considèrent les cultivateurs comme leurs frères. J'ai examiné la situation sur place et je rapporte ce que j'ai constaté. On donne parfois à la ville de Moosejaw le nom de "Cité du moulin". Je me suis rendu tout d'abord au moulin et j'ai demandé au meunier comment allaient les affaires. Il me re-